

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 31/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SETEC (ex:AXIROUTE et SOBTP)**

ZI de la Martinerie  
36130 Diors

Références : VI 13/10/2025 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010002844

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement SETEC (ex:AXIROUTE et SOBTP) implanté La Marzan 36150 Reboursin. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETEC (ex:AXIROUTE et SOBTP)
- La Marzan 36150 Reboursin
- Code AIOT : 0010002844
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été transférée à la société SETEC (Arrêté préfectoral du 18 novembre 2019), appartenant au même groupe ROGER MARTIN que la société AXIROUTE (ancien gestionnaire). Le site est soumis à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012345-0002 en date du 10 décembre 2012 et l'arrêté préfectoral en date du 24 novembre 2014. La société SETEC exploite le site à des fins d'extraction et de mise en remblai des déchets inertes générés sur les chantiers de la société SETEC dans le cadre de la remise en état du site. Les opérations de remblaiement avancent donc plus vite que les extractions, et le front est actuellement en voie d'être fermé par les remblais.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garantie financière	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.6.4	Sans objet
2	Prélèvement et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 4.1	Sans objet
3	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 7.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Garantie financière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Renouvellement des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 3 mois avant date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par arrêté ministériel du 31 juillet 2012.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 18/06/2025 la société SETEC a transmis au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Indre, l'actualisation des garanties financières pour leur carrière SETEC sur le territoire de la commune de Reboursin.</p> <p>Par courriel en date du 25/06/25, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées ces nouvelles garanties financières, ce qui permet de lever les suites de la dernière visite d'inspection en date du 28/03/2025.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prélèvement et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 4.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), n'est autorisé. L'établissement n'est pas non plus raccordé au réseau public. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'effectue aucun prélèvement d'eau, dans quelque milieu que ce soit (souterrain ou surface), sur le site de la carrière. L'établissement n'est pas raccordé au réseau public. L'inspection constate aucun prélèvement et aucune consommation d'eau sur le site d'exploitation.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Infrastructures et installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2012, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les voies d'accès de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les voies d'accès de circulation et d'accès sont bien délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. La voie est bien aménagée pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Enfin, l'inspection constate que le site est correctement clôturé et l'entrée est fermée par une grille disposant d'un cadenas.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite